

No. 2613

---

**BULGARIA, CHINA, CUBA, GREECE, etc.**

**Convention on the Political Rights of Women. Opened  
for signature at New York, on 31 March 1953**

*Official texts: Chinese, English, French, Russian and Spanish.*

*Registered ex officio on 7 July 1954.*

---

**BULGARIE, CHINE, CUBA, GRÈCE, etc.**

**Convention sur les droits politiques de la femme. Ouverte  
à la signature à New-York, le 31 mars 1953**

*Textes officiels anglais, chinois, espagnol, français et russe.*

*Enregistrée d'office le 7 juillet 1954.*

N° 2613. CONVENTION<sup>1</sup> SUR LES DROITS POLITIQUES DE LA FEMME. OUVERTE À LA SIGNATURE À NEW-YORK, LE 31 MARS 1953

*Les Parties contractantes,*

*Souhaitant* mettre en œuvre le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes contenu dans la Charte des Nations Unies,

*Reconnaissant* que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays, et désirant accorder aux hommes et aux femmes l'égalité dans la jouissance et l'exercice des droits politiques, conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

*Ayant décidé* de conclure une convention à cette fin,

*Sont convenues* des dispositions suivantes :

*Article premier*

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit de vote dans toutes les élections, sans aucune discrimination.

<sup>1</sup> Conformément à l'article VI, la Convention est entrée en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, soit, le 7 juillet 1954, à l'égard des États énumérés ci-après, au nom desquels les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés aux dates indiquées :

République Dominicaine . . . . .	11 décembre 1953
Chine . . . . .	21 décembre 1953
Grèce . . . . .	29 décembre 1953
Bulgarie (a) . . . . .	17 mars 1954

Avec les réserves suivantes :

\* 1. En ce qui concerne l'article VII : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve doivent consister en ce que la Convention sera en vigueur dans toutes ses parties entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres États parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

\* 2. En ce qui concerne l'article IX : Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des Parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend. »

*Conformément à l'article VII, la Convention n'est pas en vigueur entre la Bulgarie et les États suivants qui ont notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils n'acceptent pas lesdites réserves: Chine, Danemark et Suède.*

Suède . . . . .	31 mars 1954
Cuba . . . . .	8 avril 1954

*Article II*

Les femmes seront, dans des conditions d'égalité avec les hommes, éligibles à tous les organismes publiquement élus, constitués en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

*Article III*

Les femmes auront, dans des conditions d'égalité, le même droit que les hommes d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établis en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination.

*Article IV*

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de tout autre État auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

2. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article V*

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les États visés au paragraphe premier de l'article IV.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article VI*

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

A l'égard de chaque État qui ratifie la Convention ou qui y adhère après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle ledit État a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion. Les États énumérés ci-après ont déposé leurs instruments de ratification aux dates indiquées :

Équateur . . . . .	23 avril 1954
En maintenant les réserves formulées lors de la signature, voir p. 158.	
Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	3 mai 1954
En maintenant les réserves formulées lors de la signature, voir p. 170.	

Conformément à l'article VII, la Convention n'est pas en vigueur entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les États suivants qui ont notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils n'acceptent pas lesdites réserves : Chine, Danemark, Israël, République Dominicaine et Suède.

Yougoslavie . . . . .	23 juin 1954
Islande . . . . .	30 juin 1954
Israël . . . . .	6 juillet 1954
Danemark . . . . .	7 juillet 1954
En maintenant les réserves formulées lors de la signature, voir p. 157.	

2. Pour chacun des États qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

#### *Article VII*

Si, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, un État formule une réserve à l'un des articles de la présente Convention, le Secrétaire général communiquera le texte de la réserve à tous les États qui sont ou qui peuvent devenir parties à cette Convention. Tout État qui n'accepte pas ladite réserve peut, dans le délai de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de cette communication (ou à la date à laquelle il devient partie à la Convention), notifier au Secrétaire général qu'il n'accepte pas la réserve. Dans ce cas, la Convention n'entrera pas en vigueur entre ledit État et l'État qui formule la réserve.

#### *Article VIII*

1. Tout État contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle aura pris effet la dénonciation qui ramènera à moins de six le nombre des Parties.

#### *Article IX*

Tout différend entre deux ou plusieurs États contractants touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête de l'une des Parties au différend, devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet, à moins que les Parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

#### *Article X*

Seront notifiés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les États Membres et aux États non membres visés au paragraphe premier de l'article IV de la présente Convention :

- a) Les signatures apposées et les instruments de ratification reçus conformément à l'article IV,
- b) Les instruments d'adhésion reçus conformément à l'article V,
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article VI,
- d) Les communications et notifications reçues conformément à l'article VII,

- e) Les notifications de dénonciation reçues conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article VIII,
- f) L'extinction résultant de l'application du paragraphe 2 de l'article VIII.

*Article XI*

1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en fera parvenir une copie certifiée conforme à tous les États Membres et aux États non membres visés au paragraphe premier de l'article IV.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New-York, le trente et un mars mil neuf cent cinquante-trois.

FOR AFGHANISTAN:  
POUR L'AFGHANISTAN:  
阿富汗:  
За Афганистан:  
POR EL AFGANISTÁN:

FOR ARGENTINA:  
POUR L'ARGENTINE:  
阿根廷:  
За Аргентину:  
POR LA ARGENTINA:

Con reservas al artículo IX<sup>1</sup>

Rodolfo MUÑOZ

FOR AUSTRALIA:  
POUR L'AUSTRALIE:  
澳大利亞:  
За Австралию:  
POR AUSTRALIA:

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations with respect to article IX.

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec des réserves à l'article IX.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:  
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:  
比利時王國:  
За Королевство Бельгии:  
POR EL REINO DE BÉLGICA:

FOR BOLIVIA:  
POUR LA BOLIVIE:  
玻利維亞:  
За Бولیвию:  
POR BOLIVIA:

Carmen S. B DE LOZADA  
9 de abril de 1953

FOR BRAZIL:  
POUR LE BRÉSIL:  
巴西:  
За Бразилию:  
POR EL BRASIL:

João Carlos MUNIZ  
ad referendum do Congresso Nacional<sup>1</sup>  
20 de Maio de 1953

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> Ad referendum of the National Congress.

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Ad referendum du Congrès national.

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國:

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

С оговорками\* по статьям VII и IX, изложенными в специальном протоколе, составленном при подписании настоящей Конвенции.

К. В. Киселев<sup>1</sup>

\*По статье VII: Правительство Белорусской Советской Социалистической Республики заявляет о своем несогласии с последней фразой статьи VII и считает, что юридическим последствием оговорки является то, что Конвенция действует между государством, сделавшим оговорку, и всеми другими участниками Конвенции за изъятием лишь той ее части, к которой относится оговорка.

По статье IX: Правительство Белорусской Советской Социалистической Республики считает для себя необязательными положения статьи IX, предусматривающей, что споры между договаривающимися сторонами по поводу толкования или применения настоящей Конвенции передаются на решение Международного Суда по требованию любой из сторон в споре, и заявляет, что для передачи того или иного спора на разрешение Международного Суда необходимо в каждом отдельном случае согласие всех спорящих сторон.

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations\* to articles VII and IX made in a special protocol drawn up on the occasion of the signing of the present Convention.

K. V. KISELYOV

\* Those reservations are worded as follows:

"As regards article VII: The Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic declares its disagreement with the last sentence of article VII and considers that the juridical effect of a reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all other States parties to the Convention, with the exception only of that part thereof to which the reservation relates.

"As regards article IX: The Government of the Byelorussian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case."

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec les réserves\* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

K. V. KISELYOV

\* Ces réserves sont conçues comme suit:

\* En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres États parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

\* En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend."



FOR CANADA:   
POUR LE CANADA:   
加拿大:   
За Канаду:   
POR EL CANADÁ: }

FOR CHILE:   
POUR LE CHILI:   
智利:   
За Чили:   
POR CHILE:

Rudecindo ORTEGA  
Gabriela MISTRAL

FOR CHINA:   
POUR LA CHINE:   
中國:   
За Китай:   
POR LA CHINA:

Chin Sin HSIA  
9 June 1953

FOR COLOMBIA:  
POUR LA COLOMBIE:  
哥倫比亞:  
За Колумбию:  
POR COLOMBIA:

FOR COSTA RICA:  
POUR LE COSTA-RICA:  
哥斯大黎加:  
За Коста-Рику:  
POR COSTA RICA:

TATTENBACH

FOR CUBA:  
POUR CUBA:  
古巴:  
За Кубу:  
POR CUBA:

Dr. Emilio NÚÑEZ PORTUONDO

FOR CZECHOSLOVAKIA:

POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:

捷克斯洛伐克:

За Чехословакию:

FOR CHECOSLOVAKIA:

Sous les réserves\* aux articles VII et IX consignées au procès-verbal de signature<sup>1</sup>

J. NOSEK

FOR DENMARK:

POUR LE DANEMARK:

丹麥:

За Данию:

FOR DINAMARCA:

Sous réserve quant à l'article III de la Convention en ce qui concerne le droit des femmes à avoir des charges militaires et des emplois de chef des services du recrutement et dans les conseils de revision.<sup>2</sup>

Le 29 octobre 1953

William BORBERG

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

多明尼加共和國:

За Доминиканскую Республику:

Joaquín E. SALAZAR

FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Minerva BERNARDINO

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> Subject to the reservations\* with regard to articles VII and IX set forth in the protocol of signature.

\* Ces réserves sont conçues comme suit:

« Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

« Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend. »

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>2</sup> Subject to a reservation with respect to article III of the Convention, in so far as it relates to the right of women to hold military appointments or to act as heads of recruitment services or to serve on recruitment boards.

\* Those reservations are worded as follows:

“The Government of the Czechoslovak Republic declares its disagreement with the last sentence of article VII and considers that the juridical effect of this reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all the other signatories of the Convention, with the exception only of that part of the paragraph to which the reservation relates.

“The Government of the Czechoslovak Republic does not consider itself bound by the provisions of article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case.”

FOR ECUADOR:  
 POUR L'ÉQUATEUR:  
 厄瓜多:  
 За Эквадор:  
 POR EL ECUADOR:

El Gobierno del Ecuador suscribe la presente Convención con la reserva de la parte final del Artículo Primero, « sin distinción alguna », por cuanto la Constitución Política de la República en su artículo veintidós establece que « el voto para las elecciones populares es obligatorio para el varón y facultativo para la mujer ».<sup>1</sup>

José V. TRUJILLO

FOR EGYPT:  
 POUR L'ÉGYPTE:  
 埃及:  
 За Египет:  
 FOR ÉGYPTO:

FOR EL SALVADOR:  
 POUR LE SALVADOR:  
 薩爾瓦多:  
 За Сальвадор:  
 POR EL SALVADOR:

M. Rafael URQUÍA

Junio 24. 1953

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> "The Government of Ecuador signs this Convention subject to a reservation with respect to the last phrase in article I, "without any discrimination", since article 22 of the Political Constitution of the Republic specifies that "a vote in popular elections is obligatory for a man and optional for a woman."

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> « Le Gouvernement équatorien a signé la présente Convention, avec une réserve concernant les derniers mots de l'article premier, c'est-à-dire les mots « sans aucune discrimination », en effet, la Constitution politique de la République, en son article 22, stipule que « le vote aux élections populaires est obligatoire pour l'homme et facultatif pour la femme ».

FOR ETHIOPIA:  
 POUR L'ÉTHIOPIE:  
 阿比西尼亞:  
 За Эфиопию:  
 FOR ETIOPIA:

Ato Zawde Gabre HEYWOT

FOR FRANCE:  
 POUR LA FRANCE:  
 法蘭西:  
 За Францию:  
 FOR FRANCIA:

Sous la réserve\* consignée au procès-verbal de signature<sup>1</sup>

M. H. LEFAUCHEUX

FOR GREECE:  
 POUR LA GRÈCE:  
 希臘:  
 За Грецию:  
 FOR GRECIA:

Alexis KYROU

1 avril 1953

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> Subject to the reservation\* set forth in the protocol of signature.

\* Cette réserve est conçue comme suit:

« Le Gouvernement français, eu égard aux coutumes et traditions religieuses existant dans certains territoires, se réserve la faculté de différer l'exécution de la présente Convention en ce qui concerne les femmes résidant dans ces territoires et qui se réclament desdites coutumes et traditions. »

\* This reservation is worded as follows:

“The French Government, having regard to the religious customs and traditions existing in certain territories, reserves the right to postpone the application of this Convention in respect of women living in those territories who invoke such customs and traditions.”

FOR GUATEMALA:

POUR LE GUATEMALA:

瓜地馬拉:

За Гватемалу:

FOR GUATEMALA:

Con reservas respecto al artículo IX de la Convención y que ésta tendrá vigencia respecto a la mujer ciudadana guatemalteca, de conformidad con la Constitución Política Nacional.<sup>1</sup>

Eduardo CASTILLO ARRIOLA

FOR HAITI:

POUR HAÏTI:

海地:

За Гаити:

FOR HAÏTI:

FOR HONDURAS:

POUR LE HONDURAS:

洪都拉斯:

За Гондурас:

FOR HONDURAS:

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations with respect to article IX of the Convention, which will apply, in accordance with the Political Constitution of Guatemala, to women of Guatemalan citizenship.

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec des réserves concernant l'article IX de la Convention et étant entendu que la Convention s'appliquera, conformément à la Constitution politique nationale, à la femme qui est citoyenne guatémaltèque.

FOR ICELAND:  
POUR L'ISLANDE:  
冰島:  
За Исландию:  
FOR ISLANDIA:

Thor THORS  
25 Nov. 1953

FOR INDIA:  
POUR L'INDE:  
印度:  
За Индию:  
FOR LA INDIA:

With the following reservation : —

“ Article 3 of the Convention shall have no application as regards recruitment to, and conditions of service in any of the Armed Forces of India or the Forces charged with the maintenance of public order in India. ”<sup>1</sup>

Rajeshwar DAYAL  
29th April 1953

FOR INDONESIA:  
POUR L'INDONÉSIE:  
印度尼西亞:  
За Индонезию:  
FOR INDONESIA:

L. N. PALAR

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec la réserve ci-après :

\* Les dispositions de l'article 3 de la Convention ne seront pas applicables en ce qui concerne le recrutement et les conditions de service dans les forces armées de l'Inde ou dans les forces chargées du maintien de l'ordre public dans l'Inde. »

Rajeshwar DAYAL  
Le 29 avril 1953

FOR IRAN:  
POUR L'IRAN:  
伊朗:  
За Иран:  
POR IRÁN:

FOR IRAQ:  
POUR L'IRAK:  
伊拉克:  
За Ирак:  
POR IRAK:

FOR ISRAEL:  
POUR ISRAEL:  
以色列:  
За Израэль:  
POR ISRAEL:

Abba EBAN  
April 14, 1953



FOR LEBANON:  
POUR LE LIBAN:  
黎巴嫩:  
За Ливан:  
POR EL LÍBANO:

Charles MALIK  
February 24, 1954

FOR LIBERIA:  
POUR LE LIBÉRIA:  
利比里亞:  
За Либерию:  
POR LIBERIA:

R. S. S. BRIGHT  
December 9, 1953

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:  
POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG:  
盧森堡大公國:  
За Великое Герцогство Люксембург:  
POR EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO:

FOR MEXICO:  
 POUR LE MEXIQUE:  
 墨西哥:  
 За Мексику:  
 POR MÉXICO:

Con la salvedad expresada en la declaración\* entregada hoy<sup>1</sup>

Rafael DE LA COLINA

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:  
 POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:  
 荷蘭王國:  
 За Королевство Нидерландов:  
 POR EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:  
 POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:  
 紐西蘭:  
 За Новую Зеландию:  
 POR NUEVA ZELANDIA:

\* *Declaracion:*

«Queda expresamente entendido que el Gobierno de México no depositará el Instrumento de su Ratificación en tanto no haya entrado en vigor la reforma a la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos que se encuentra actualmente en trámite y que tiene por objeto conceder los derechos de ciudadanía a la mujer mexicana.»

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With the reservation set forth in the statement\* made this day.

\* *Statement:*

“It is expressly understood that the Government of Mexico will not deposit its instrument of ratification pending the entry into force of the amendment to the Political Constitution of the United Mexican States which is now under consideration, providing that citizenship rights shall be granted to Mexican women.”

No. 2613

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Sous réserve des termes de la déclaration\* déposée aujourd'hui.

\* *Déclaration:*

«Il est expressément entendu que le Gouvernement mexicain ne déposera son instrument de ratification que lorsque sera entrée en vigueur la réforme de la Constitution politique des États-Unis du Mexique, actuellement en voie d'élaboration, qui a pour objet d'accorder les droits civiques à la femme mexicaine.»

FOR NICARAGUA:

POUR LE NICARAGUA:

尼加拉瓜:

За Никарагуа:

FOR NICARAGUA:

FOR THE KINGDOM OF NORWAY:

POUR LE ROYAUME DE NORVÈGE:

那威王國:

За Королество Норвегии:

FOR EL REINO DE NORUEGA:

Sous la réserve que son article III ne donne pas le droit aux femmes d'exercer les fonctions d'un Ministre de l'Église Nationale norvégienne.<sup>1</sup>

18 septembre 1953

Hans ENGEN

FOR PAKISTAN:

POUR LE PAKISTAN:

巴基斯坦:

За Пакестан:

FOR EL PAKISTÁN:

Signed with the following reservation :

“ Article III of the Convention shall have no application as regards recruitment to and conditions of services charged with the maintenance of public order or unsuited to women because of the hazards involved.<sup>2</sup> ”

Ahmed S. BOKHARI

May 18, 1954

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> Subject to the reservation :

That under article III women shall not be given the right to perform the duties of a minister of the National Church of Norway.

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Signée sous la réserve ci-après :

\* L'article III de la Convention ne s'appliquera pas au recrutement et aux conditions d'emploi du personnel des services qui sont chargés du maintien de l'ordre public ou qui ne conviennent pas aux femmes en raison des risques qu'ils comportent. \*

FOR PANAMA:  
POUR LE PANAMA:  
巴拿馬:  
За Панама:  
POR PANAMÁ:

FOR PARAGUAY:  
POUR LE PARAGUAY:  
巴拉圭:  
За Паргвай:  
POR EL PARAGUAY:

Oswaldo CHAVES  
November 16, 1953

FOR PERU:  
POUR LE PÉROU:  
秘魯:  
За Перу:  
POR EL PERÚ:

FOR THE PHILIPPINE REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

菲律賓共和國:

За Филиппинскую Республику:

FOR LA REPÚBLICA DE FILIPINAS:

J. M. ELIZALDE

Sept. 23, 1953

FOR POLAND:

POUR LA POLOGNE:

波蘭:

За Польшу:

FOR POLONIA:

Sous les réserves\* relatives aux articles VII et IX formulées dans le procès-verbal spécial établi lors de la signature de la présente Convention<sup>1</sup>.

H. BIRECKI

FOR SAUDI ARABIA:

POUR L'ARABIE SAOUDITE:

蘇地亞拉伯:

За Саудовскую Аравию:

FOR ARABIA SAUDITA:

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> Subject to the reservations\* with regard to articles VII and IX set forth in the special protocol drawn up on signature of this Convention.

\* Ces réserves sont conçues comme suit:

† Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques de cette réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres cosignataires de la Convention, exception faite uniquement de la partie du paragraphe à laquelle se rapporte la réserve.

‡ Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.»

*Those reservations are worded as follows:*

“ The Government of the People's Republic of Poland declares its disagreement with the last sentence of article VII and considers that the juridical effect of this reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all the other signatories of the Convention, with the exception only of that part of the paragraph to which the reservation relates.

“ The Government of the People's Republic of Poland does not consider itself bound by the provisions of article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case.”

FOR SWEDEN:  
POUR LA SUÈDE:  
瑞典:  
За Швецию:  
FOR SUECIA:

Oscar THORSING  
6 octobre 1953

FOR SYRIA:  
POUR LA SYRIE:  
敘利亞:  
За Сирию:  
FOR SIRIA:

FOR THAILAND:  
POUR LA THAÏLANDE:  
泰國:  
За Таиланд:  
FOR TAILANDIA:

Th. KHOMAN  
5 March 1954

FOR TURKEY:  
POUR LA TURQUIE:  
土耳其:  
За Турцию:  
FOR TURQUIA:

Selim SARPER  
12 January 1954

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAÏNE:

烏克蘭蘇維埃社會主義共和國:

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA:

С оговорками\* по статьям VII и IX, изложенными в специальном протоколе, составленном при подписании настоящей Конвенции.

А. М. Барановский<sup>1</sup>

\*По статье VII: Правительство Украинской Советской Социалистической Республики заявляет о своем несогласии с последней фразой статьи VII и считает, что юридическим последствием оговорки является то, что Конвенция действует между государством, сделавшим оговорку, и всеми другими участниками Конвенции за изъятием лишь той ее части, к которой относится оговорка.

По статье IX: Правительство Украинской Советской Социалистической Республики считает для себя необязательными положения статьи IX, предусматривающей, что споры между договаривающимися сторонами по поводу толкования или применения настоящей Конвенции передаются на решение Международного Суда по требованию любой из сторон в споре, и заявляет, что для передачи того или иного спора на разрешение Международного Суда необходимо в каждом отдельном случае согласие всех спорящих сторон.

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations\* to articles VII and IX made in a special protocol drawn up on the occasion of the signing of the present Convention.

A. M. BARANOVSKY

\* Those reservations are worded as follows:

“As regards article VII: The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic declares its disagreement with the last sentence of article VII and considers that the juridical effect of a reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all other States parties to the Convention, with the exception only of that part thereof to which the reservation relates.

“As regards article IX: The Government of the Ukrainian Soviet Socialist Republic does not consider itself bound by the provisions of article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case.”

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec les réserves\* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole spécial établi lors de la signature de la présente Convention.

A. M. BARANOVSKY

\* Ces réserves sont conçues comme suit:

«En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres États parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

«En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend.»

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

蘇維埃社會主義共和國聯盟:

За Союз Советских Социалистических Республик:

POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

С оговорками\* по статьям VII и IX, изложенными в специальном протоколе, составленном при подписании настоящей Конвенции.

В. А. Зорин<sup>1</sup>

\*По статье VII: Правительство Союза Советских Социалистических Республик заявляет о своем несогласии с последней фразой статьи VII и считает, что юридическим последствием оговорки является то, что Конвенция действует между государством, сделавшим оговорку, и всеми другими участниками Конвенции за изъятием лишь той ее части, к которой относится оговорка.

По статье IX: Правительство Союза Советских Социалистических Республик считает для себя необязательными положения статьи IX, предусматривающей, что споры между договаривающимися сторонами по поводу толкования или применения настоящей Конвенции передаются на решение Международного Суда по требованию любой из сторон в споре, и заявляет, что для передачи того или иного спора на разрешение Международного Суда необходимо в каждом отдельном случае согласие всех спорящих сторон.

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations\* to articles VII and IX made in a special protocol drawn up on the occasion of the signing of the present Convention.

V. A. ZORIN

\* Those reservations are worded as follows:

"As regards article VII: The Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares its disagreement with the last sentence of article VII and considers that the juridical effect of a reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all other States parties to the Convention, with the exception only of that part thereof to which the reservation relates.

"As regards article IX: The Government of the Union of Soviet Socialist Republics does not consider itself bound by the provisions of article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case."

*Traduction du Secrétariat des Nations Unies:*

<sup>1</sup> Avec les réserves\* au sujet des articles VII et IX qui figurent dans le protocole établi lors de la signature de la présente Convention.

V. A. ZORINE

\* Ces réserves sont conçues comme suit:

"En ce qui concerne l'article VII: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres États parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

"En ce qui concerne l'article IX: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet, et déclare que la soumission d'un différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son sujet nécessite, dans chaque cas, l'accord de toutes les parties au différend."



FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE:

南非聯邦:

За Южно-Африканский Союз:

FOR LA UNIÓN SUDAFRICANA:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

FOR EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA, E IRLANDA DEL NORTE:

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

美利堅合衆國:

За Соединенные Штаты Америки:

FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

FOR URUGUAY:

POUR L'URUGUAY:

烏拉圭:

За Уругвай:

FOR EL URUGUAY:

E. RODRÍGUEZ FABREGAT

May 26, 1953

**FOR VENEZUELA:**  
**POUR LE VENEZUELA:**  
**委內瑞拉:**  
**За Венесуэлу:**  
**FOR VENEZUELA:**

**FOR YEMEN:**  
**POUR LE YÉMEN:**  
**葉門:**  
**За Йемен:**  
**FOR EL YEMEN:**

**FOR YUGOSLAVIA:**  
**POUR LA YOUGOSLAVIE:**  
**南斯拉夫:**  
**За Югославию:**  
**FOR YUGOESLAVIA:**

Leo MATES

FOR ROMANIA:

POUR LA ROUMANIE:

羅馬尼亞:

За Румынию:

FOR RUMANIA:

Avec les réserves concernant les articles VII et IX indiquées dans la déclaration annexe.<sup>1</sup>

M. F. IONESCU

Avril 27, 1954

*Translation by the Secretariat of the United Nations:*

<sup>1</sup> With reservations\* to articles VII and IX from the attached declaration.

\* Those reservations are worded as follows :      \* Ces réserves sont conçues comme suit :

[ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN]

*Declarație*

Procedînd la semnarea Convenției asupra drepturilor politice ale femeii, declar că Guvernul Republicii Populare Romîne formulează rezervele următoare la articolele 7 și 9 :

Guvernul Republicii Populare Romîne declară desaccordul său cu ultima frază a articolului 7 și consideră că consecințele juridice ale unei rezerve fac ca Convenția să fie în vigoare între statul care a formulat această rezervă și toate celelalte state părți la Convenție excepție făcînd numai acea parte la care se referă rezerva.

Guvernul Republicii Populare Romîne nu se consideră legat de stipulațiile articolului 9, în virtutea căruia diferendele între părțile contractante în chestiunea interpretării sau aplicării prezentei convenții sunt supuse deciziei Curții Internaționale de Justiție la cererea vreunui din părțile în diferend și declară că supunerea unui diferend deciziei Curții Internaționale de Justiție necesită de fiecare dată acordul tuturor părților în diferend.

*Declaration*

Proceeding to the signature of the Convention on the political rights of women, I declare that the Government of the Romanian People's Republic formulates the following reservations to Articles VII and IX :

The Government of the Romanian People's Republic declares its disagreement with the last sentence of Article VII and considers that the juridical effect of a reservation is to make the Convention operative as between the State making the reservation and all other States parties to the Convention, with the exception only of that part thereof to which the reservation relates.

The Government of the Romanian People's Republic does not consider itself bound by the provisions of Article IX which provides that disputes between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall at the request of any one of the parties to the dispute be referred to the International Court of Justice for decision, and declares that for any dispute to be referred to the International Court of Justice for decision the agreement of all the parties to the dispute shall be necessary in each individual case.

*Déclaration*

En procédant à la signature de la Convention sur les droits politiques de la femme, je déclare que le Gouvernement de la République populaire roumaine formule les réserves suivantes aux articles VII et IX :

Le Gouvernement de la République populaire roumaine déclare son désaccord avec la dernière phrase de l'article VII et considère que les conséquences juridiques d'une réserve font que la Convention est en vigueur entre l'État qui a formulé cette réserve et tous les autres États parties à la Convention, exception faite uniquement de la partie de celle-ci à laquelle se rapporte la réserve.

Le Gouvernement de la République populaire roumaine ne se considère pas lié par les stipulations de l'article IX, en vertu duquel les différends entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sont soumis à la décision de la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des Parties au différend, et déclare que la soumission d'un différend à la décision de la Cour internationale de Justice nécessite, à chaque fois, l'accord de toutes les parties au différend.